

ESPACE OUVERT À L'EXPRESSION DES ÉLUS DU CONSEIL MUNICIPAL

**Majorité municipale – élus du groupe Malakoff en commun, communistes et citoyen.ne.s**

> 15 élus : Jacqueline Belhomme, Sonia Figuères, Saliou Ba, Vanessa Ghiati, Dominique Cardot, Jean-Michel Poullé, Michel Aouad, Aurélien Denaes, Fatiha Alaudat, Fatou Sylla, Jocelyne Boyaval, Farid Hemidi, Catherine Morice, Thomas François, Tracy Kitenge



**Michel Aouad**  
Adjoint à la maire chargé de la Vie de quartier et du quartier centre  
maouad@ville-malakoff.fr

**Majorité municipale – élu-e-s du groupe Les Écologistes Collectif EELV Génération-s et citoyen-ne-s**

> 7 élus : Rodéric Aarsse, Bénédicte Ibos, Dominique Trichet-Allaire, Michaël Goldberg, Grégory Gutierrez, Julie Muret, Nicolas Garcia



**Grégory Gutierrez**  
Conseiller municipal délégué au Numérique et citoyenneté  
ggutierrez@ville-malakoff.fr

**Majorité municipale – élus Socialistes et apparenté.e.s**

> 7 élus : Corinne Parmentier, Antonio Oliveira, Annick Le Guillou, Loïc Courteille, Pascal Brice, Carole Sourigues, Virginie Aprikian



**Antonio Oliveira**  
Maire adjoint délégué à la Santé et aux Finances locales  
aoliveira@ville-malakoff.fr  
01 47 46 75 00

**Pour des jours heureux !**

Alors que la crise sanitaire tend à s'éloigner, se révèlent en pleine lumière des crises plus profondes et durables : économique, sociale, écologique, démocratique. Le gouvernement se réjouit d'une prétendue reprise économique, mais nous savons qu'elle se fait, comme toujours, au détriment du plus grand nombre. Les salaires stagnent, le prix de l'énergie, gaz comme électricité, a encore augmenté. Les inégalités sociales se creusent et les files d'attente de s'allonger devant les distributions d'aide alimentaire d'urgence. Les salaires des patrons du Cac 40, eux, ont augmenté de 40 % en un an, et 40 milliards de dividendes ont été reversés aux actionnaires. Sans compter le scandale des Pandora Papers qui révèle au grand jour les fortunes réalisées grâce à l'évasion fiscale : 1000 milliards d'euros, la moitié de la richesse française produite par les travailleurs !

Cette situation n'est ni tenable ni tolérable. Les plus précaires, les jeunes et les femmes notamment, sont frappés-es de plein fouet. Et derrière les grands discours, la réalité : le gouvernement engage une nouvelle réforme de l'assurance chômage injuste et inégalitaire. C'est une nouvelle violence à l'encontre d'une majorité de citoyen-nes. En modifiant le calcul des indemnités, il s'agit de faire des économies sur le dos des plus pauvres.

À Malakoff, nous faisons tout l'inverse : plus et mieux de service public pour toutes et tous. Les Maisons de quartier redimensionnent leur action de proximité, pour et avec les habitant-es, pour mieux répondre à leurs besoins. La Ville accompagne les familles, développe l'aide et le soutien à tous les âges avec le CCAS, maintient sa politique de droit aux vacances, à la culture, au sport. Telle est notre conception du vivre-ensemble, appuyée sur un service public local de qualité, mis en commun au service de tou-t-es. C'est le défi d'une autre société du partage, de la redistribution, de la justice et de l'égalité.

**Un numérique ouvert, au service des jeunes citoyen-ne-s**

La Ville de Malakoff s'engage dans un numérique responsable et inclusif afin d'améliorer l'expression citoyenne de ses habitant-e-s, et notamment des plus jeunes. Le partenariat avec l'Unicef, voté lors du Conseil municipal du 13 octobre, qui fait de Malakoff une « Ville amie des enfants », est l'occasion de développer de nouvelles initiatives.

À côté du Conseil éducatif local (CEL) et du Conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD), le comité de pilotage municipal de l'inclusion numérique réunit les services de la mairie et les acteurs du médico-social, pour accompagner les parents et les jeunes dans leurs activités et démarches en ligne. Dans le cadre de la prévention des conduites à risque, des actions de sensibilisation aux usages sont proposées dans le nouvel espace public numérique (EPN) de l'Espace de vie sociale Pierre-Valette (ancienne Maison de quartier), qui a ouvert ses portes en octobre. En parallèle, la direction de la Citoyenneté développe encore un peu plus la plateforme de démocratie participative de Malakoff, ouverte en septembre 2020 (nous.malakoff.fr), afin d'inciter les jeunes à s'emparer des problématiques locales.

Toutes ces initiatives et actions, portées par les équipes des services de la Ville, sont triplement motivées. D'abord par l'impérieuse nécessité de lutter contre la fracture numérique, qui empêche des familles entières d'accéder à leurs droits. Ensuite, par le souci d'encourager la démocratie locale, via des technologies toujours en évolution. Enfin, par la volonté de s'appuyer, partout où c'est possible, sur des solutions libres et open source qui font travailler des prestataires techniques en France, plutôt que de faire appel aux applications des géants du web, si gourmands des données personnelles de leurs captifs usagers.

**Une séquence électorale s'ouvre**

Nous sommes à la veille des élections présidentielles et législatives. Nous venons de réélire brillamment Olivier Faure, dont j'ai soutenu la candidature comme Premier secrétaire du Parti socialiste. Il a su maintenir l'unité du parti et nous faire redevenir une force fiable à gauche dans un paysage politique terriblement morcelé. Aujourd'hui, nous avons abouti à un programme élaboré pendant plus d'un an par les militants et porté par une candidate : Anne Hidalgo. Elle a prouvé sa détermination à Paris où elle a amorcé une transformation sans précédent et engendré une dynamique forte : écologie, logements sociaux, circulation douce et perspective des Jeux olympiques...

À Malakoff, depuis le début de l'année, nous avons le plaisir d'accueillir de nouveaux militants qui apportent une dynamique nouvelle et nous en sommes ravis. Je veux les encourager, car le parti de Jaurès, qui vient de fêter son siècle d'existence, reste un élément important de la réflexion à gauche. Pour cela, il y a une nécessité immédiate : assurer le rassemblement large de nos forces qu'elles soient locales, régionales ou nationales avant de reconquérir la bataille de l'opinion. La gauche n'est jamais aussi forte que lorsqu'elle est unie et rassemblée autour de ses valeurs. C'est avec cet objectif et les valeurs de solidarité et de justice sociale qui sont ancrées en moi que je viens d'être renouvelé dans mes fonctions de secrétaire de section du Parti socialiste de Malakoff. Vous connaissez ma détermination et mon dévouement au service des Malakoffiotes et Malakoffiots depuis ces nombreuses années. Cependant, c'est ensemble, avec l'intelligence collective que nous pouvons avancer, construire et conquérir les moyens de faire avancer nos idées. Ainsi, vous nous retrouvez sur les marchés afin de pouvoir échanger avec vous sur nos propositions.

LES TEXTES PUBLIÉS ENGAGENT LA SEULE RESPONSABILITÉ DE LEURS AUTEURS

**Majorité municipale – élus  
France insoumise et citoyen.ne.s**

> 4 élus : Anthony Touailles, Nadia Hammache, Héla Bel Hadj Youssef, Martin Vernant



**Martin Vernant**  
Conseiller municipal délégué à la Lutte contre les pollutions (air, eau, bruit, visuelles, etc.)  
mvernant@ville-malakoff.fr

**Opposition municipale – élus  
Demain Malakoff. Collectif Citoyen – Écologie, Gauche, Centre**

> 5 élus : Olivier Rajzman, Emmanuelle Jannès, Roger Pronesti, Charlotte Rault, Gilles Bresset



**Charlotte Rault**  
Conseillère municipale  
crault@ville-malakoff.fr

**Opposition municipale – élu  
Malakoff Citoyen**

> 1 élu : Stéphane Tauthui



**Ange Stéphane Tauthui**  
Conseiller municipal  
06 22 71 07 24  
stauthui@ville-malakoff.fr

**Lutter contre la précarité énergétique**

Le 1<sup>er</sup> octobre dernier, le gouvernement décidait une augmentation de 12,3% des tarifs réglementés du gaz. D'après la Commission de régulation de l'énergie, le prix du gaz a explosé de 30% en un trimestre et les tarifs réglementés se sont envolés de 44% depuis janvier 2020! Devant les nombreuses protestations, le gouvernement a réagi mollement en annonçant le blocage des tarifs réglementés du gaz... après la hausse de 12,3%! Rappelons que l'Europe, au nom des « vertus » du libre marché, nous impose la suppression des tarifs réglementés en juillet 2023. L'État n'aura bientôt plus de marges de manœuvre!

Comble de l'absurde, les concurrents de Suez GDF, seul opérateur autorisé à pratiquer le tarif réglementé, dénoncent une concurrence faussée... Concurrence pourtant vantée par Bruxelles comme permettant de faire baisser les prix!

La majorité municipale agit localement pour lutter contre la précarité énergétique. Le projet de géothermie au stade Lénine, qui vise à maîtriser l'énergie consommée par le chauffage des habitations, permettra également aux habitants couverts de limiter ainsi leur facture. Mais cette situation nécessite également d'agir au niveau national. À court terme, il faut bloquer les prix, même pour les offres de marché. L'article 410-2 du Code du commerce nous y autorise en cas de circonstances exceptionnelles. Nous y sommes!

À plus long terme, il est nécessaire de constituer un grand pôle de l'énergie renationalisé et à 100% public, et de maintenir les tarifs réglementés. La France insoumise défend soit une renégociation des directives européennes soit, en cas d'échec, la mise en place d'un « opt-out » pour la France qui lui permettra de déroger au droit européen. Pour lutter contre la précarité énergétique, mais aussi pour une meilleure planification écologique, reprenons la main sur les politiques énergétiques!

**La lutte communale ou l'obsession de l'État**

Lors du dernier Conseil municipal, nous avons dû approuver par une délibération, la signature de la convention entre Malakoff et le centre de vaccination afin que notre Ville puisse percevoir les subventions versées par l'Agence régionale de santé: 47 000 euros. Or, dans un récent communiqué de presse, Madame la maire s'indignait de l'absence totale de soutien de l'État pendant la crise: « Il y a de l'argent pour financer le privé, mais pas pour les villes mobilisées », et a réitéré cette indignation lors du Conseil municipal. C'est tout simplement faux! Madame la maire s'était bien gardée de mentionner que l'Agence régionale de santé allait soutenir Malakoff dans la gestion de ce centre cogéré par la Ville de Châtillon à hauteur de 47 000 euros. Depuis le début de la crise à l'échelle nationale, l'État a soutenu massivement les collectivités territoriales les plus en difficultés: 10,5 milliards d'euros ont été investis en soutien aux finances et projets des collectivités locales. Très concrètement par exemple, pendant la crise, l'État a pris en charge 50% des achats de masques par les collectivités. Sans aucun doute, l'État, à travers des dispositifs de garantie de recettes et de soutien à l'investissement local, a montré aux collectivités, et à la Ville de Malakoff, qu'il était à leurs côtés. Nous avons donc demandé à la maire combien la Ville de Malakoff avait reçu de la part de l'État. Nous réitérons notre demande.

Critiquer; oui bien sûr. Estimer que les montants sont trop faibles; pourquoi pas. Mais dissimuler délibérément les faits et masquer une partie de la réalité, c'est tout simplement malhonnête. Les communes ont souffert pendant la crise. Pourquoi opposer l'État aux collectivités, sans cesse, comme deux vieux ennemis? L'État et les collectivités ne doivent avoir qu'un but commun: le bien-être des habitants.

**Facebook SOS**

Malgré le traditionnel « silence radio » des élus de la majorité durant les périodes estivales, la ville ne s'est pas arrêtée de vivre, ni les Malakoffiots de subir la saleté de nos rues et des incivilités incessantes et grandissantes! Au « Malakoff citoyen » nous pensons que les élus doivent répondre aux administrés, même en vacances car tout le monde ne l'est pas en même temps. Aussi, certaines situations ne peuvent pas attendre; le rôle des élus évolue: ceux-ci conservent la responsabilité de la conduite des projets mais ils ont désormais le devoir, d'associer les habitants, de concevoir des modes de concertation avec l'ensemble des acteurs afin d'aboutir à un projet commun. Notre rôle est ainsi aujourd'hui, davantage qu'hier, d'écouter les souhaits des administrés, d'apaiser les différends et de trouver des solutions aux problématiques concrètes.

Par exemple, nous avons une demande croissante, qui ne remet pas en cause le droit de manifester, celle d'avoir un service minimum. Sans celui-ci les personnes les plus pénalisées sont les personnes vivantes avec peu de ressources, les parents isolés, les travailleurs précaires car ils utilisent leur RTT, des congés anticipés et ou des jours sans solde pour y palier. Aussi cette crise sanitaire doit nous conduire à reconsidérer les rôles des communes, dont l'un, on l'a vu, a été primordial face à un système de décision trop centralisé. D'autres défis s'ouvrent à nous comme celui de l'urgence climatique pour lequel nous prendrons toute notre place au niveau local. Le temps presse pour préparer la ville de demain et permettre à nos enfants de vivre dans des conditions acceptables. Favoriser au niveau local l'adaptation au changement climatique, tel est notre devoir, avec tous les Malakoffiots. Le Malakoff Citoyen est votre mouvement alors merci à vous pour vos contributions.